



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 26/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BIG BENNES

Mont Saint Sébastien
77111 Soignolles-en-Brie

Références : E/24-1740
Code AIOT : 0006502713

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21 juin 2024 dans l'établissement BIG BENNES implanté ZA Mont Saint Sébastien 77111 Soignolles-en-Brie. L'inspection a été annoncée le 04 juin 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'Inspection (PPC) des installations classées pour l'environnement (ICPE).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIG BENNES
- ZA Mont Saint Sébastien 77111 Soignolles-en-Brie
- Code AIOT : 0006502713
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société BIG BENNES est autorisée, au bénéfice des droits acquis, par l'arrêté préfectoral n° 13 DCSE IC 035 du 29 mars 2013 à l'exploitation du centre de tri, transit, regroupement de déchets dangereux et non dangereux dans la ZA de Mont-Sébastien à Soignolles-en-Brie (77111).

La société BIG BENNES est également soumise à :

- l'arrêté préfectoral n° 2014/DRIEE/UT77/217 du 12 novembre 2014 imposant la constitution de garanties financières et la modification de la rubrique n°2718-1 visée à l'arrêté préfectoral n° 13 DCSE IC 035 du 29 mars 2013 ;
- l'arrêté préfectoral n° 2015/DRIEE/UD77/164 du 05 août 2016 imposant des prescriptions complémentaires pour son installation de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage ;
- l'arrêté préfectoral n° 2022/DRIEAT/UD77/058 du 28 juin 2022 imposant des prescriptions complémentaires sur les valeurs limites d'émissions gazeuses et aqueuses visées à l'arrêté préfectoral n° 13 DCSE IC 035 du 29 mars 2013 ;
- l'arrêté préfectoral n° 2023/DRIEAT/UD77/083 du 17 juillet 2023 imposant des prescriptions complémentaires suite aux modifications des conditions d'exploitation de l'installation mentionnées dans le porter-à-connaissance transmis le 22 avril 2022.

Le 6 octobre 2023, la société BIG BENNES a déposé auprès de la DRIEAT/UD77 un porter-à-connaissance (PAC) visant à modifier les conditions d'exploitation de son installation située à Soignolles-en-Brie. Ce PAC est en cours d'instruction.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---------------------------------|--|--|-----------------------|
| 7 | Moyens incendie | AP Complémentaire du 17/07/2023, article 3.2 | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 12 | Exigences pour les prélèvements | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1 | Conformité cahier des charges | Arrêté Préfectoral du 22/11/2005, article 7 | Sans objet |
| 2 | Contrôle des COV et des rejets diffus de poussières | Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 5.3.3 | Sans objet |
| 3 | Installations électriques | Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 7.5 | Sans objet |
| 4 | Stockage des déchets | Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 8.3 | Sans objet |
| 5 | Eaux pluviales de l'établissement | Arrêté Préfectoral du 17/07/2023, article 2.3 | Sans objet |
| 6 | Conception des bâtiments et locaux | AP Complémentaire du 17/07/2023, article 3.1 | Sans objet |
| 8 | Stockage des liquides en conteneurs mobiles dans des armoires | AP Complémentaire du 17/07/2023, article 4.5 | Sans objet |
| 9 | Analyse des rejets | Arrêté Préfectoral du 28/06/2022, article 2 | Sans objet |
| 10 | Réalisation des campagnes d'analyse | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 | Sans objet |
| 11 | Qualifications pour réaliser les campagnes | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---------------------------------|---|-------------------|
| | d'analyse | | |
| 13 | Précisions des mesures | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 | Sans objet |
| 14 | Déclaration des résultats GIDAF | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que les travaux de création de la nouvelle plateforme et de l'imperméabilisation de la partie Est de la plateforme n° 3 étaient en cours de réalisation.

Le deuxième pont bascule sur la plateforme n° 1 avait été installé.

Lors de la visite du 21 juin 2024 l'inspection des installations classées a constaté que les conditions d'exploitation au regard des prescriptions contrôlées étaient globalement satisfaisantes. Cependant deux observations ont relevées lors de ladite visite :

- l'absence de justificatif de conformité du débit et de la pression des 3 poteaux incendie et de la capacité du réseau à assurer un débit de 120 m³/h pendant une durée minimale de 2 heures sur deux hydrants en simultané,
- les prélèvements pour la surveillance des substances PFAS n'ont pas été réalisés sur une durée de 24 heures. L'exploitant a indiqué qu'il n'était pas possible techniquement de réaliser ce type de prélèvement. Cependant aucun justificatif en sens n'a été transmis de la part du laboratoire ayant réalisé les prélèvements.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité cahier des charges

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2005, article 7 |
| Thème(s) : Risques chroniques, cahier des charges |
| Prescription contrôlée : Le titulaire fait procéder chaque année par un organisme tiers à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions de son arrêté préfectoral et aux dispositions du présent cahier des charges. [...] Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation. |
| Constats : L'exploitant a fait réaliser la vérification de la conformité aux dispositions du cahier des charges le 06 juin 2024. Aucune non conformité n'a été relevée. L'exploitant était dans l'attente du rapport d'audit. Celui-ci sera transmis à l'inspection des installations classées dès sa réception. Par ailleurs l'inspection des installations classées a constaté que 128 VHU ont été traités sur l'année 2023. |

| |
|--|
| |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Contrôle des COV et des rejets diffus de poussières

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 5.3.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, prévention de la pollution atmosphérique |
| Prescription contrôlée : Les caractéristiques des rejets font l'objet de prélèvements et d'analyses annuels par un organisme agréé. |
| Constats : Le dernier rapport de contrôle des COV et des rejets diffus a été réalisé le 19 juillet 2023. Les résultats sont conformes et inférieurs aux valeurs limites. Les nouvelles mesures sont prévues le 26 juillet 2024. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Installations électriques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 7.5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Préventions des risques |
| Prescription contrôlée : Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport de contrôle. L'exploitant remédie à toutes déficiences relevées dans les délais les plus brefs. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prise. |
| Constats : Le contrôle des installations électriques a été réalisé les 26 et 27 février 2024. Les 2 rapports rédigés le 01 mars 2024 ont été transmis à l'inspection des installations classées : - 11 observations sont relevées le 26 février 2024 localisées dans le bâtiment principal, de tri-métallerie et dans les bungalows. 5 de ces observations ont été levées le 03 mai 2024, une attestation est transmise par l'exploitant. Les 6 autres ont été levées le 5 et 15 mars 2024 à la suite de travaux réalisés par l'exploitant. - 8 observations ont été relevées le 27 février 2024 localisées dans le bureau logistique, les locaux sociaux, les ateliers et la salle de réunion. Ces observations ont été levées le 3 mai 2024, une attestation des travaux a été transmise à l'inspection des installations classées. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Stockage des déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 8.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, déchets |
| Prescription contrôlée : Les piles et accumulateurs usagés sont stockés dans des conteneurs étanches spécialement conçus à cet effet. Les pneumatiques usagés sont regroupés et stockés à abri des eaux météoriques, à proximité immédiate de moyens de lutte contre l'incendie adapté, |
| Constats : L'inspection des installations classées a constaté que les piles et accumulateurs sont stockés dans des conteneurs étanches spécifiques. Les pneumatiques déjantés sont regroupés et entreposés à l'abri des intempéries, à proximité d'un RIA. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Eaux pluviales de l'établissement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2023, article 2.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux |
| Prescription contrôlée : Les eaux pluviales de la plate-forme n° 1 sont collectées et dirigées vers le réseau d'eaux pluviales communal dont l'exutoire final est l'Yerre via un débourbeur-déshuileur placé en amont d'une vanne d'isolement. Les eaux pluviales des plates-formes 2, 3 et 4 sont collectées et dirigées par le réseau d'eaux pluviales du site vers un bassin étanche de 995 m ³ . Ces eaux pluviales transitent ensuite vers un débourbeur-déshuileur et une installation de traitement des eaux avant rejet dans le réseau d'eaux pluviales communal dont l'exutoire final est l'Yerres. [...] Les débourbeurs-déshuileurs sont conçus, dimensionnés, entretenus, exploités et surveillés de manière à respecter les seuils fixés à l'article 4.6.4.3 et à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition,...). [...] Les déchets qui sont collectés dans les débourbeurs-déshuileurs et dans la station de traitement des eaux doivent être éliminés dans une installation autorisée à cet effet, conformément aux dispositions de l'article 8. ». |
| Constats : La vidange et le nettoyage des 3 débourbeurs-déshuileurs du site a été réalisée le 6 mai 2024. Les bordereaux de suivi de déchets dangereux ont été transmis à l'inspection des installations classées. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Conception des bâtiments et locaux

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/07/2023, article 3.1 |
|---|

| |
|--|
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques |
| Prescription contrôlée : Le bâtiment est équipé d'issues de secours et des exutoires de désenfumage à commande automatique (asservis à la détection incendie) ou manuelle (la commande manuelle des exutoires de fumées doit être facilement accessible depuis les issues de secours). [...] Les portes d'issues vers l'extérieur sont équipées de fermes portes ouvrables par une manœuvre simple dans le sens de la sortie. Les règles d'urgence à adopter en cas de sinistre font l'objet de consignes et sont portées à la connaissance du personnel et affichées. ». |
| Constats : L'inspection des installations classées a constaté que le bâtiment est équipé de dispositifs de désenfumage. Les portes du bâtiment principal restent ouvertes toute la journée. Une porte de secours piéton est disponible et accessible en permanence. Les consignes de règles d'urgence en cas de sinistre sont affichées à l'accueil du site. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Moyens incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/07/2023, article 3.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques |
| Prescription contrôlée : La défense contre l'incendie est assurée au moyen : [...] <ul style="list-style-type: none"> - d'une réserve d'incendie d'une capacité d'environ 1500 m³ équipée d'une aire permettant la mise en aspiration rapide des engins de secours dans celle-ci. L'exploitant présente en permanence un volume d'eau incendie minimal disponible de 720 m³. Ce suivi est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, - d'une bache souple de 720 m³ située en dehors du périmètre du site, à proximité de l'entrée principale du site, - cinq poteaux incendie sont reliés par des canalisations à cette bache de 720 m³. Ces poteaux sont implantés judicieusement à 100 mètres au plus du risque à défendre sur les plates-formes n° 1, 2 et 3 et sont distants entre eux de 150 m maximum ; la bache à incendie de 720 m³ permet également l'alimentation des robinets incendie armés (RIA) qui sont placés près des accès et de façon que tout point des locaux puisse être atteint par le croisement de deux jets de lance. [...] - le réseau d'alimentation en eau potable communal permet d'alimenter : un poteau incendie public, alimentée rendu disponible le long de la voie communale n° 7, implanté à moins de 100 mètres au plus du risque à défendre sur la plate-forme n° 4 ; un poteau incendie rendu disponible en face de l'entrée principale du site ; un poteau incendie est situé à proximité de l'entrée de la zone Atelier, il est implanté à moins de 100 mètres au plus du risque à défendre sur la la zone Atelier ; [...] |

L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle permanente de l'alimentation en eau par les poteaux incendie. En cas d'indisponibilité partielle ou totale de cet équipement, l'exploitant met en œuvre tous les moyens compensatoires nécessaires et en informe l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient à la disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées les attestations faisant apparaître :

pour les hydrants :

la conformité aux normes en vigueur,
le débit et la pression mesurée individuellement de chaque hydrants,
la capacité du réseau à assurer un débit de 120 m³/h pendant une durée minimale de 2 heures sur deux hydrants en simultané,

pour la réserve incendie de 720 m³ et de 1500 m² :

la conformité aux normes en vigueur,
le volume d'eau de la réserve garantie en tout temps
la présence d'un raccord et d'une plate-forme d'aspiration conforme.
Les moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état et font l'objet de contrôles périodiques par des organismes agréés, en application de la réglementation en vigueur.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que la disponibilité permanente d'un volume d'eau minimal de 720 m³ dans la réserve incendie de 1 500 m³ n'est pas consignée dans un registre.

A la suite de l'inspection, l'exploitant a créé un registre comprenant la vérification mensuelle de la disponibilité du volume de 720 m³ dans la mare et a transmis une copie à l'inspection des installations classées le 27 juin 2024.

Un contrôle mensuel de la bâche incendie et de la réserve d'eau incendie de la mare a été rajouté à l'audit mensuel du site.

Un certificat d'attestation daté du 9 juillet 2024 de la conformité de la bâche incendie de 720 m³ a été également transmis à l'inspection des installations classées le 10 juillet 2024.

L'exploitant n'a pas transmis de justificatif récent de conformité du débit et de la pression des 3 poteaux incendie disponibles à proximité du site et de la capacité du réseau à assurer un débit de 120 m³/h pendant une durée minimale de 2 heures sur deux hydrants en simultané.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre un justificatif de la conformité du débit et de la pression des poteaux incendie alimenté par le réseau communal à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Stockage des liquides en conteneurs mobiles dans des armoires

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/07/2023, article 4.5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Déchets |
| Prescription contrôlée : L'article 12.4.4.6 de l'arrêté préfectoral n° 13 DCSE IC 035 du 29 mars 2013 est modifié comme suit : « 12.4.4.6. - Entreposage des liquides en conteneurs mobiles dans des armoires munies de rétention Le stockage des conteneurs mobiles, sur la plate-forme n° 1, est limité à : - 24 m ³ d'eaux souillées en conteneur de 1 m ³ , - 24 m ³ de bases en conteneur de 1 m ³ , - 24 m ³ de solvants en conteneur de 1 m ³ . Les conteneurs mobiles sont protégés contre les agressions mécaniques, notamment du fait des véhicules en engin de manutention dans des armoires. Le stockage des liquides est limité à 12 conteneurs mobiles maximum par armoire. Il ne peut être entreposé des conteneurs de bases et des conteneurs de solvants dans une même armoire. ». |
| Constats : L'inspection des installations classées a constaté que les 2 armoires réservées au stockage des eaux souillées contenaient 12 conteneurs chacune. 12 autres GRV pleins étaient entreposés à côté des armoires, ce qui représente un total de 36 conteneurs au lieu des 24 autorisés. À la suite de l'inspection, l'ensemble des GRV a été évacué le 25 juin 2024. L'exploitant a transmis une photo des armoires vides et le bordereau de suivi de déchets dangereux à l'inspection des installations classées le 27 juin 2024. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 9 : Analyse des rejets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2022, article 2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, rejet des effluents dans le milieu naturel |
| Prescription contrôlée : Les eaux pluviales doivent, avant rejet au milieu naturel respecter les valeurs limites et les fréquences de contrôle indiquées dans l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 juin 2022. |
| Constats : L'inspection des installations classées a constaté que les VLE sont respectées concernant les paramètres des MES et de la DCO sur toutes les résultats d'analyses depuis janvier 2024 suite à la mise en place d'un curage et nettoyage plus fréquent du bassin de rétention et de la station de traitement des eaux ainsi que le balayage plus fréquent du site. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 10 : Réalisation des campagnes d'analyse

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances |
| Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale. |
| Constats : L'inspection des installations classées a constaté que la campagne d'analyses a été réalisée sur les mois de septembre, octobre et novembre 2023. Les résultats ont été transmis sur la plateforme « GIDAF ». Les prélèvements ont été réalisés sur les 3 points de rejets du site : <ul style="list-style-type: none">• à la sortie de la station de traitement des eaux,• à la sortie du séparateur P1,• au point de rejet du site ex-E3D. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 11 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés |
| Prescription contrôlée : Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. |
| Constats : Le laboratoire qui a effectué les prélèvements et les analyses est un laboratoire accrédité par le COFRAC. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 12 : Exigences pour les prélèvements

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement |
| Prescription contrôlée : Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. |

| |
|---|
| <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que les prélèvements n'ont pas été réalisés sur une durée de 24 heures.</p> <p>L'exploitant explique que l'échantillonnage sur 24 heures n'est pas possible techniquement à la sortie de la station de dépollution et en raison du manque de pluie.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre un justificatif du laboratoire ayant réalisé les prélèvements attestant de l'impossibilité de réaliser les prélèvements sur 24 heures.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 2 mois</p> |

N° 13 : Précisions des mesures

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que les limites de quantification fixées par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 ont été respectées pour la campagne d'analyses des trois prélèvements.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 14 : Déclaration des résultats GIDAF

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque</p> |

campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

Constats :

L'exploitant a transmis les résultats de la campagne d'analyses réalisée sur les mois de septembre, octobre et novembre 2023 par voie électronique sur l'application GIDAF.

Type de suites proposées : Sans suite